



Opération "J'aime Ma boîte", le 16 octobre 2025 : une opération subventionnée par l'extrême droite

Depuis plusieurs mois, l'Union syndicale Solidaires s'engage dans la riposte face au plan PERICLES du milliardaire d'extrême-droite et exilé fiscal Pierre-Édouard Stérin. Ce dernier subventionne l'opération "J'aime ma boîte", et propage des idées d'extrême droite partout où il peut, comme les tentatives d'infiltration par des associations sous sa coupe de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS).

Le "L" de l'acronyme PERICLES pour "libéraux" incarne l'idée de créer et entretenir un « écosystème politique et économique » favorable à la victoire du Rassemblement National lors des prochaines élections municipales puis nationales, notamment en soutenant les "décideurs et les entrepreneurs" (pour ne pas dire le patronat) partageant les idées d'extrême droite.

L'engagement dans ce sens est d'autant plus investi par les mécènes de l'extrême droite qu'il est réputé permettre le rapprochement avec les droites dites traditionnelles, désireuses de gages concernant le programme économique de l'extrême droite, et ainsi permettre l'union tant recherchée pour accéder au pouvoir. Lorsque Bardella proclame vouloir « lever les freins aux entrepreneurs », il s'agit bien de réduire toujours plus les droits des travailleurs et travailleuses. Une fois de plus, la stratégie de l'extrême droite s'oppose aux intérêts des travailleurs et travailleuses et rejoint l'intérêt patronal qui consiste à leur faire croire que l'entreprise serait le lieu de la concorde.

L'évènement "J'aime ma Boîte" – dont le caractère corporatiste niant les différences matérielles entre intérêts des patron·nes et des salarié·es est explicite – est choisi comme outil dans le cadre de PéricleS pour propager cette idéologie. Créée par Sophie de Menthon, soutenue par des politiques de droite libérale (Edouard Philippe, François-Xavier Bellamy, Gabriel Attal, David Lisnard, Christelle Morancais, divers ministres de Macron), des patrons (CGPME, MEDEF, Endrix, Orange, Radial, Publicis ...), cette « fête des entreprises » est sans surprise au service du capitalisme : il faut détourner les travailleuses de leurs colères et revendications légitimes.

En tant que syndicalistes, profitons de la date du 16/10/2025 pour dénoncer cette journée consistant à aduler nos exploit·eur·euses, pour affirmer que c'est la solidarité de classe qui pourra transformer nos vies et pour proclamer que la lutte peut être joyeuse et émancipatrice : organisons des contre-actions en ripostes, des collages par dessus leurs affiches, des discours par dessus leurs discours, communiquons (par des HMI, des heures d'infos syndicales, par des mails, par des tracts, par des discussions à la machine à café ou tout autre moyen) pour expliciter à nos collègues et camarades les dangers du corporatisme.

Patron·nes et salarié·es, nous n'avons pas les mêmes intérêts !

Paris, le 15 octobre 2025